



Conseil économique et social

Distr. générale
8 décembre 2010
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-cinquième session

22 février-4 mars 2011

Point 3 (a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la vingt-troisième session spéciale
de l'Assemblée générale, intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs
stratégiques et mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives.**

Déclaration présentée par Ni Putes Ni Soumises, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution n° 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2011/1.



Déclaration

Le mouvement Ni Putes Ni Soumises a été créé en 2003 en France après la « Marche des femmes des quartiers contre les ghettos et pour l'égalité » et lutte pour les droits des femmes avec un statut consultatif auprès de l'Ecosoc depuis 2007. Le mouvement est dirigé depuis 3 ans par l'Algérienne Sihem Habchi, musulmane, féministe et laïque. Nous souhaiterions exprimer les considérations suivantes sur le quatrième rapport présenté par la France devant le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

Nos principales campagnes de l'année se concentrent sur les thèmes suivants :

1. La lutte contre le fondamentalisme par le biais de la burqa : programme intitulé « Les ambassadrices de l'égalité et de la laïcité »;
2. L'éducation des femmes vivant dans les ghettos et les quartiers populaires;
3. un programme d'intégration des femmes sur le lieu de travail : 100 marraines pour 100 femmes.

Notre rapport nous donne l'occasion de dénoncer les pressions terribles que subissent les femmes vivant dans les quartiers populaires pauvres et de souligner les avancées réalisées dans notre domaine. Mais, plus important encore, il nous permet d'attirer l'attention sur les domaines dans lesquels les autorités, conjointement avec les organisations féministes, doivent investir davantage pour contribuer plus efficacement à l'émancipation des femmes dans le monde.

I. Rapport sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes

L'émancipation des femmes entravée par la burqa

Un état des lieux consternant

Les droits économiques comme l'égalité de salaire sont bafoués en pratique et les femmes sont souvent privées des droits sociaux tels que l'accès à un logement décent, le droit à l'éducation, les soins de santé reproductive, l'employabilité. La burqa est le symbole par excellence d'un point de non-retour sur la voie de l'émancipation des femmes en France. Elle est le point culminant d'une vision archaïque reléguant les femmes dans la sphère sexuelle et les tenant à l'écart de l'économie, de la société et de la politique. La burqa symbolise le summum d'un système de dégradation de la femme ancré dans nos ghettos et nos quartiers pauvres : la pression à l'égard du corps de la femme s'y accroît constamment et même la contraception et l'avortement y sont remis en question, puisque la virginité y est considérée comme sacrée. Les filles préfèrent souvent ne pas recourir à la contraception plutôt que de risquer une violence physique ou de salir leur réputation.

Notre réponse dans notre domaine

NPNS sait que le progrès social passe par l'émancipation des femmes. La première priorité de NPNS en 2010 a été de soutenir résolument la loi d'interdiction de la burqa en France, une violence contre les femmes qui n'a sa place nulle part dans le monde. Le mouvement a été consulté à plusieurs reprises sur le projet,

adopté par le Sénat en septembre. L'égalité des chances en matière d'emploi est une illusion pour celles qui sont cachées par un voile intégral. En partenariat avec le Ministre de l'immigration, nous sponsorisons, dans le cadre de notre programme « Les ambassadrices de l'égalité et de la laïcité », des visites de femmes dans des quartiers français pauvres et fortement peuplés pour animer des réunions, non seulement pour aborder la nécessité d'interdire la burqa, mais également pour lancer un dialogue sur les autres violences commises à l'encontre des femmes dans notre société contemporaine.

Éducation

État des lieux

En 2004, l'école publique a été « laïcisée » grâce à la loi interdisant les signes religieux à l'école. Pourtant, l'école reste la première cible de pressions archaïques. Comme toujours, les filles sont les premières victimes de ce système officieux, qui bafoue leurs droits fondamentaux. Le compromis pousse même parfois les enseignants à séparer les garçons et les filles dans les cours et en sport. En conséquence, l'égalité des sexes est une notion ignorée par les directeurs d'école et les enseignants qui préfèrent souvent éviter les scandales et une crise. Ce manque de responsabilité a parfois des conséquences dramatiques, comme des viols collectifs, des mauvais traitements ou des agressions, qui nous obligent à prendre conscience des véritables risques en jeu.

Nos propositions

Pour changer ces comportements et être efficace dans les situations d'urgence, il devient de plus en plus nécessaire de former les enseignants. Nous travaillons d'arrache-pied à un programme, la « mallette pédagogique », qui permettra aux enseignants d'être mieux équipés face à ces situations.

Ni Putes Ni Soumises est un acteur essentiel dans l'éducation des jeunes, en particulier dans les quartiers défavorisés partout en France. Le mouvement insiste sur les valeurs de laïcité, d'égalité sexuelle et de respect dans les relations entre les filles et les garçons, des valeurs que nous transmettons aux jeunes.

Un de nos outils est le « Guide du respect », une brochure que nous distribuons lors de nos interventions dans les écoles et qui aborde une série de questions relatives à l'oppression et à la discrimination fondée sur le sexe. La partie traitant de la sexualité donne des informations sur la contraception, les MST, le droit de choisir un partenaire sexuel et l'oppression sexuelle. La partie portant sur les « traditions » aborde les mariages forcés ou arrangés et la polygamie. La partie sur la violence aborde tant la violence physique que la violence psychologique, trop souvent ignorée. La brochure fournit également des informations sur les lois importantes et informe les jeunes Français de droits dont ils n'ont peut-être même pas conscience.

Formation et ambition professionnelle

État des lieux

Dans les quartiers pauvres, les femmes sont les premières victimes de la crise économique. Les seuls emplois qui leur sont proposés sont des postes précaires aux horaires intenable et elles doivent faire face à un déficit criant en matière de transport. Les agences d'emploi ne se préoccupent pas de ces quartiers et ne tiennent

aucun compte des femmes qui, souvent, ne parlent pas correctement la langue et n'ont pas eu l'occasion d'être scolarisées ou de suivre une formation.

La réponse de NPNS

NPNS appelle à l'implication des agents publics, qui baissent les bras dans ces quartiers par manque de moyens.

Le problème du chômage est encore amplifié par le fait que ces femmes n'ont aucune formation ni expérience professionnelle. Pour faire face à ce problème, le mouvement a créé « 100 mairaines pour 100 femmes », un programme offrant une formation professionnelle aux femmes dans le but de les aider à trouver un emploi de longue durée. Cet emploi est une étape indispensable dans la lutte pour l'égalité et l'indépendance des femmes.

Ce programme dure 6 mois et comprend des évaluations individuelles, un coaching, une orientation professionnelle et un partenariat avec une entreprise. Décrocher un emploi stable est essentiel pour les femmes des quartiers pauvres de France, non seulement au plan financier, mais également eu égard à leur confiance en elles-mêmes et à leur indépendance. L'égalité entre hommes et femmes et l'émancipation de ces dernières ne seront jamais complètes tant que les femmes dépendront d'hommes soutiens de famille et/ou seront coincées dans des emplois non qualifiés sans perspective d'avenir.

Les inconvénients de la société du care

Organisation féministe populaire, NPNS ne soutiendra pas l'idéologie de « société du care » (soin mutuel) récemment introduite en France. Si ce système paraît attrayant sous l'apparence du « bien-être » universel, ses fondements sont hypocrites. Les personnes malades et âgées recevraient des soins et vivraient confortablement, mais seulement grâce au service des femmes. Ce système reléguerait ces dernières, principalement celles des classes populaires, au statut de soignantes, leur fermant toutes les portes vers d'autres opportunités et hypothéquant leurs chances de réussite dans le monde du travail.

On cherche partout dans le monde des solutions pour le travail et la promotion de la femme, mais la mise en place d'une société du care n'est pas la réponse. Dans certains pays, les féministes islamiques soutiennent des fondations pour apprendre aux jeunes filles comment prendre soin de leur mari et des personnes âgées. Les femmes sont naturellement considérées comme les soignantes de leurs familles, ce qui les conduit directement à la maison, soumises à la volonté des hommes, et ne leur laisse ni le temps ni l'occasion d'assumer des responsabilités dans la vie économique ou la société.

Au niveau international

Tous les combats et évaluations auxquels nous participons encouragent les femmes du monde entier à demander notre aide et notre soutien. La préoccupation qu'exprime actuellement l'Europe quant aux conditions de vie des gens du voyage nous encourage à poursuivre le combat pour les femmes de ces populations. Elles souffrent d'un manque désastreux de soins de santé et de contraception, et nous les avons soutenues publiquement, dénonçant les discriminations qui ont cours dans les hôpitaux publics et les maternités.

Cette année, nous avons également lutté pour Sakineh Mohammadi Ashtiani. D'abord condamnée à mort par lapidation, et devant aujourd'hui être exécutée par pendaison, le traitement que lui réserve le Gouvernement de son pays illustre de nouveau de façon choquante le dédain de ce régime à l'égard des droits des femmes. Au cours des trois derniers mois, nous avons lutté pour sa cause, sensibilisant sans cesse le public à son cas et organisant trois marches pour protester contre le mauvais traitement qui lui est réservé. Comment les femmes peuvent-elles aspirer à l'excellence dans le travail et la société si leur propre gouvernement les punit sur la base de leur sexe?

Conclusion

NPNS a fait pression avec succès pour faire de la lutte contre les violences faites aux femmes la Grande cause nationale 2010. Pourtant, nous sommes très préoccupés par les objectifs du Millénaire pour le développement – en particulier le troisième, prestement reporté, tendant à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Le mouvement NPNS exhorte la communauté internationale à reconnaître la nécessité de l'autonomisation des femmes pour le progrès social et la progression dans le monde du travail. NPNS œuvre à l'autonomisation des femmes en éduquant les jeunes au respect et en aidant les femmes à se préparer à l'environnement professionnel par l'organisation de formations et d'ateliers. Il est inacceptable que les femmes ne soient pas encore traitées comme des égales des hommes par leur gouvernement et la société. NPNS estime dès lors qu'il est impératif de combattre la violence et l'oppression contre les femmes pour obtenir un progrès social à grande échelle et nous appelons les États Membres de l'Ecosoc à s'attaquer à ces problèmes.